Onzième session

Genève, 2-12 août 2005

Point 7 de l'ordre du jour

Restes explosifs de guerre

Groupe de travail sur les restes explosifs de guerre

**RÉPONSES AU DOCUMENT CCW/GGE/X/WG.1/WP.2, DATÉ DU 8 MARS 2005,
INTITULÉ «LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE
ET LES RESTES EXPLOSIFS DE GUERRE»**

Réponse de l'Argentine

I. APPLICABILITÉ DES PRINCIPES PERTINENTS

Quels principes existants du droit international humanitaire applicables à l'emploi de la force pendant un conflit armé sont à prendre en considération lors de l'emploi de munitions, y compris les sous-munitions, qui risquent de devenir des restes explosifs de guerre?

1. Le droit international humanitaire constitue un ensemble de normes visant essentiellement à protéger les personnes qui ne participent pas ou plus aux hostilités, ainsi qu'à limiter les méthodes et moyens de guerre. Il est également régi par des principes qui, loin de constituer de simples déclarations d'intention, ont été considérés par le Comité international de la Croix-Rouge comme le fondement de cette branche du droit international.

2. Ces principes sont notamment les suivants:

- i) Distinction et immunité des non-combattants; non-réciprocité; intangibilité du statut juridique des parties; non-discrimination; juste proportion; nécessité militaire;
- ii) Précautions prises avant ou pendant l'attaque; blessures superflues/souffrances inutiles; protection de l'environnement.

3. Dans ce cadre, la doctrine veut que les normes internationales applicables aux conflits armés se renforcent au fur et à mesure des progrès des moyens de guerre, l'objectif étant qu'elles puissent régir ces conflits d'une manière compatible avec la complexité croissante de ceux-ci. Cela signifie que si les conflits armés utilisent des moyens toujours plus sophistiqués, les normes du droit international humanitaire doivent forcément être plus complexes afin d'atténuer et de prévenir les effets les plus nocifs des guerres d'aujourd'hui. Ainsi, le droit international

humanitaire vise non seulement à limiter, à contrôler et à déterminer la production, le stockage et le transfert des armes utilisées dans les situations de guerre, mais également leur destruction.

4. En ce qui concerne les principes applicables dans le cadre du Protocole V, on estime a priori qu'ils pourraient être les suivants:

- i) Principe de non-réciprocité: on ne saurait manquer aux obligations découlant de l'instrument au motif que les autres parties contractantes ou parties au conflit ont violé les prescriptions établies (voir art. 3);
- ii) Principe de non-discrimination: toutes les normes relatives aux restes explosifs de guerre ont été adoptées au profit de toute la population, sans distinction de sexe, de langue, de croyance, de race, de religion, d'âge, de condition sociale ou d'autres motifs;
- iii) Principe lié à la nécessité d'éviter des blessures superflues ou des souffrances inutiles: ce principe est visé dans le texte même du Protocole V, notamment au deuxième alinéa et dans d'autres dispositions telles que le paragraphe 2 de l'article 11;
- iv) Protection de l'environnement: ce principe découle de la nature même de l'instrument ainsi que des objectifs de celui-ci (enlèvement et destruction des restes explosifs de guerre, nettoyage, etc.).

II. APPLICATION DES PRINCIPES PERTINENTS DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

Quelles mesures l'État a-t-il prises pour donner effet aux principes existants du droit international humanitaire qu'il juge applicables à l'emploi des munitions, y compris les sous-munitions, qui risquent de devenir des restes explosifs de guerre?

5. Il est clair que l'avis de l'ACDI porte sur les mesures prévues non seulement pour l'emploi de ces munitions ou sous-munitions mais également pour leur mise au point. À cet égard, il est intéressant de noter ce qui suit:

- i) L'Argentine se conforme aux principes du droit international humanitaire et respecte la clause Martens qui traite des cas non prévus dans la Convention, ce qui signifie que pour les forces armées argentines la population civile et les combattants sont en tout temps sous la protection des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique;
- ii) Les principes du droit international humanitaire applicables aux conflits armés sont reflétés dans la doctrine militaire et les manuels utilisés par les forces armées. Ils sont également partie intégrante des programmes d'enseignement et des plans éducatifs de tous les instituts de formation du personnel. Aussi est-il tenu compte des normes du droit international humanitaire dans la planification et l'exécution de tout exercice spécifique, commun ou combiné. En outre, dans le cadre des inspections auxquelles sont régulièrement soumis tous les éléments des forces armées de la part des organes

compétents, on vérifie le niveau de formation acquis dans ce domaine par le personnel conformément à son grade et à sa fonction;

- iii) Les principes du droit international humanitaire applicables aux conflits armés sont reflétés dans la doctrine. Ainsi, la nécessité militaire se limite au droit d'utiliser la méthode ou la force nécessaire pour atteindre un objectif militaire, sans occasionner des souffrances inutiles, c'est-à-dire des attaques contre des civils et des non-combattants, ainsi que l'utilisation de certaines armes de combat pouvant causer des souffrances excessives et totalement injustifiées;
- iv) Les forces armées disposent d'un corps de conseillers juridiques qui analysent, étudient et enseignent ces principes dans les instituts de formation et de perfectionnement du personnel, l'objectif étant de donner à celui-ci la formation requise pour satisfaire aux exigences attachées à ses charges et fonctions. Durant un conflit armé, ces conseillers font partie intégrante de l'état-major et donnent des avis sur le respect, la prise en compte et l'application des principes du droit international humanitaire à toutes les étapes de la planification militaire;
- v) Les armes à dispersion lancées depuis un avion doivent être utilisées contre un objectif militaire. Si le pilote a des doutes sur le caractère militaire ou civil de l'objectif, il est tenu de ne pas déclencher le tir. La nécessité militaire impérieuse peut amener à provoquer des dommages collatéraux à des civils ou à des biens de caractère civil, mais ces dommages doivent être proportionnellement minimes au regard de l'avantage militaire concret attendu. Le même critère s'applique aux tirs effectués depuis le sol. Si ces tirs provoquent accidentellement des dommages collatéraux à des civils ou à des biens de caractère civil, ces dommages doivent être minimes au regard de l'avantage militaire concret attendu;
- vi) Il existe une obligation de donner un avertissement en temps utile et par des moyens efficaces au sujet de l'emplacement des mines, pièges et autres dispositifs qui peuvent toucher la population civile;
- vii) Dans tous les projets de mise au point de nouvelles armes, l'Argentine a effectué les vérifications imposées par l'article 36 du Protocole additionnel de 1977 et, par conséquent, a respecté les règles découlant du principe de limitation consacré à l'article 35;
- viii) À partir des années 80, on a mis l'accent sur l'élaboration et la mise en service des munitions classiques améliorées. L'Institut de recherches scientifiques et techniques des forces armées (CITEFA) a arrêté le principe selon lequel les systèmes de sous-munitions doivent être munis d'un mécanisme d'autodestruction ou d'autoneutralisation. Ce principe directeur tient compte de la sécurité des troupes et des questions humanitaires. C'est ainsi que le CITEFA a mis au point des armes dotées de charges multiples éjectables, lesquelles sont munies d'un système d'autodestruction pyrotechnique qui se déclenche 20 secondes après l'expulsion. Le taux de probabilité d'une autodestruction est de 98 %.